



Villes et citadins d'Afrique noire francophone. Le temps des incertitudes

Alain Dubresson, Sylvvy Jaglin

► To cite this version:

Alain Dubresson, Sylvvy Jaglin. Villes et citadins d'Afrique noire francophone. Le temps des incertitudes. Bulletin de l'Association de géographes français, 2010, 87, pp.15-25. 10.3406/bagf.2010.8178 . hal-01069590

HAL Id: hal-01069590

<https://univ-paris8.hal.science/hal-01069590>

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Villes et citadins d'Afrique noire francophone. Le temps des incertitudes.

(CITIES IN FRENCH-SPEAKING BLACK AFRICA.
THE ERA OF UNCERTAINTY)

Alain DUBRESSON* & Sylvie JAGLIN**

RÉSUMÉ – Depuis les années 1960, une vive croissance urbaine caractérise l'Afrique noire francophone, où le nombre de citadins a été multiplié par 11. Cinquante ans après les indépendances, les modalités de peuplement des villes ont changé, les anciens modèles, exode rural et hégémonie des grandes capitales, sont remis en question et on s'interroge beaucoup sur les mobilités circulaires entre villes et campagnes comme sur les facteurs entravant l'urbanisation ou entraînant localement une désurbanisation.

Aux indépendances, la ville apparaissait comme le vecteur de la modernité et du changement social. Aujourd'hui, la pauvreté urbaine est alarmante, l'économie informelle est devenue prédominante, la coproduction de la ville 'à l'africaine' a atteint des limites que les dynamismes 'du bas' ne parviennent plus à amortir. Avec la redéfinition du périmètre d'action de l'État dans la décennie 1980, les politiques publiques ont disparu au bénéfice des fétichismes du développement local, décentralisation, privatisation des services et participation populaire, ainsi que du credo néo-libéral de la bonne gouvernance. Des innovations ont certes été suscitées, mais les inégalités intra urbaines croissantes nourrissent le risque de fragmentation et les solutions alternatives aux défis urbains restent à inventer.

Mots-clés : Afrique francophone, urbanisation, ville, pauvreté, gestion urbaine, gouvernance, fragmentation, régulation.

ABSTRACT – Since the 1960s, a rapid urban growth has characterized French-speaking black Africa, where the number of urban dwellers has been multiplied by 11. Fifty years after the political independences, the demographic dynamics of cities have changed and the old models, rural exodus and hegemony of large cities, are being questioned. Nowadays, researchers underline circular mobility between cities and rural areas as well as factors impeding urbanization or explaining local cases of counterurbanization.

In the 1960's, the city appeared to be the trigger of modernity and social change. Today, urban poverty is alarming, the informal economy has become dominant, the 'African' co-production of the city has reached its limits that the grassroots dynamics can no longer overcome. With the redefinition of the scope of state action in the 1980s, public policies have disappeared in favor of the fetishisms of 'local' development - decentralization, privatization of services and popular participation - and of the neo-liberal credo of good governance. Innovations have certainly been set up, but multiple intra-urban inequalities

* Professeur, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Laboratoire de Géographie comparée des Suds et des Nords, GECKO, courriel : Alain.Dubresson@u-paris10.fr

** Professeur, université de Marne la Vallée, Latts-ENPC - courriel : jaglin@enpc.fr

are feeding a growing risk of fragmentation, and alternative solutions to urban challenges are yet to be invented.

Key-words: French speaking Africa, Urbanization, City, Poverty, Urban management, Governance, Fragmentation, Regulation.

Au tournant des indépendances, l'Afrique noire francophone était engagée dans une vive croissance urbaine et les villes, singulièrement les plus grandes, apparaissaient comme des creusets de la modernité et du changement social dans un contexte économique favorable dominé par la figure de l'État développeur. Cinquante ans plus tard, alors que le nombre de citadins a été multiplié par près de 11, passant de 8 à 85 millions et que la croissance démographique décélère tout en restant soutenue, la pauvreté est devenue alarmante, l'économie informelle est prédominante, les recettes urbanistiques sont obsolètes et les objectifs du millénaire du développement sont hors de portée. Qualifiée de 'crise urbaine' dans les années 1990 [Stren et White, 1993], cette évolution a un temps été amortie par de remarquables dynamismes 'du bas' mais ces derniers ont montré leurs limites et de nombreux citadins en sont aujourd'hui réduits à multiplier les tactiques de survie. Des innovations ont certes été suscitées par les nouveaux fétichismes du 'local', mais les politiques publiques, quant elles existaient, ont disparu au profit du credo néo-libéral de la 'bonne gouvernance'. On peut douter que les solutions alternatives aptes à relever le défi urbain puissent y trouver racine si l'action publique demeure confinée au rôle de facilitateur d'arrangements gestionnaires locaux entre acteurs privés et 'communautés' résidentielles.

1. Une urbanisation complexe : le chemin de la ville n'est pas sans retour

Depuis le début des années 1980, à l'issue de trois décennies marquées par une croissance urbaine annuelle de 5 à 6%, l'une des plus rapides du monde, l'Afrique francophone est entrée dans une phase de décélération du rythme d'urbanisation, lequel demeure néanmoins élevé, environ 4% par an. Au-delà de l'hétérogénéité des taux d'urbanisation nationaux, des controverses sur les définitions statistiques et la crédibilité des recensements, tous les travaux mettent l'accent sur l'essoufflement de la croissance urbaine, la fin de la conjonction entre des apports migratoires élevés et un fort solde naturel urbain et la prépondérance actuelle de l'accroissement naturel. Quant aux modèles 'd'exode rural' et d'hégémonie des grandes villes, ils sont aujourd'hui remis en question.

1.1. L'essoufflement du rythme d'urbanisation : nouvelle donne

Selon les Nations Unies, l'accroissement naturel urbain, +3,3% par an au début des années 1990, tendrait vers +2% à l'horizon 2020 en raison de la double baisse de la fécondité et de la mortalité. La fécondité urbaine est demeurée très élevée au moins jusqu'au début des années 1980 alors que la mortalité régressait rapidement.

Dans les trente dernières années, un changement des modèles familiaux [Locoh & Mouvagha-Sow, 2005] a affaibli la fécondité mais les conséquences des politiques d'ajustement structurel sur la santé publique sont mal mesurées. A court terme, les inégalités devant la mort se sont accrues entre catégories sociales, quartiers et types d'habitat et on s'inquiète aujourd'hui d'un possible ralentissement du déclin de la mortalité, voire d'une recrudescence de celle-ci du fait d'une transition épidémiologique [Salem, 1998] conjuguant pathologies nouvelles (diabète, hypertension artérielle) et anciennes qui perdurent (paludisme) ou se développent (trypanosomiase humaine). Or, les citadins sont aussi confrontés à la pandémie de sida et de nombreuses inconnues subsistent quant au devenir des comportements de fécondité.

A l'affaiblissement du croît naturel s'ajoute celui du solde migratoire entre villes et campagnes. L'explication est d'abord structurelle. Dans les années 1960, le réservoir rural était 5,6 fois plus peuplé que les villes en Afrique de l'ouest, 4,7 fois en Afrique centrale ; aujourd'hui, le rapport démographique entre villes et campagnes est respectivement d'environ 1 à 2 et de 1 à 1,3. Cet effet mécanique n'explique pas tout et on s'interroge beaucoup sur les mobilités depuis une trentaine d'années. A l'échelle de l'Afrique noire, dans les années 1980 et 1990, les migrants ruraux ne fournissaient en effet que 41% des nouveaux citadins dans les villes de moins de 100 000 habitants, 36,2% dans celles de 100 000 à 500 000 habitants, 29,8% dans celles de 500 000 à 1 million, 37,2% dans celles de 1 à 5 millions et 17,2% dans celles de plus de 5 millions [Montgomery *et. al.*, 2004]. En Afrique de l'ouest francophone, l'augmentation des retours en milieu rural a provoqué la diminution des soldes migratoires urbains [Bocquier & Traoré, 2000] et d'amples rétro-migrations ont été observées en Côte d'Ivoire [Beauchemin, 2004] comme au Cameroun [Courade, 1994 ; Gubry, 1996].

S'il n'est pas toujours aisé de dissocier permanences et ruptures temporelles, ces inversions de flux migratoires dominants et la multiplication des circulations multipolaires entre grandes villes, petites villes et campagnes posent en termes nouveaux la question des mobilités [Potts, 2008]. Les situations sont très différentes selon les États, mais l'heure est à la remise en cause de l'ancien modèle de 'l'exode rural', terme discutable, rares ayant été les campagnes dépeuplées. Nombre d'auteurs récusent la linéarité des migrations, insistent sur l'ancienneté de va-et-vient [Baker, 1997] accélérés depuis trente ans par la réduction des inégalités de revenus entre villes et campagnes, sur l'ambivalence des notions de citadins et de ruraux, chaque individu ayant 'un pied dedans, un pied dehors' [Chaléard & Dubresson, 1989]. Certains évoquent une désurbanisation (en Côte d'Ivoire : Beauchemin, 2004) ou une exurbanisation (en RDC, au Niger, au Cameroun : Bruneau, 2002). L'hypothèse d'une 'panne urbaine' en Afrique de l'ouest et d'une stagnation du taux d'urbanisation au-dessous de 40%, d'un seuil de saturation durable, a été formulée [Bocquier & Traoré, 2000], ce que pourraient corroborer les données d'Africapolis, le taux d'urbanisation de l'Afrique de l'ouest demeurant l'un des plus bas du monde [AFD, SEDET, 2008].

1.2. La diffusion de l'urbanisation : la revanche des petites villes ?

Plus que la décélération de l'urbanisation, c'est l'évolution du poids relatif des grandes villes dans les systèmes urbains qui retient l'attention. En Afrique de l'ouest [OCDE *et. al.*, 1994 ; AFD, SEDET, 2008] comme en Afrique centrale [UN-Habitat, 2008], l'essor des grandes villes a été accompagné d'une prolifération de petites villes. Les grandes cités, surtout celles ayant un statut de capitale d'État, ont longtemps monopolisé le regard tant il est vrai que leur croissance a été spectaculaire [Pourtier, 1999], mais leur poids relatif dans la population urbaine, très inégal selon les États, est décroissant depuis 1990 (39% estimés en 2010). On ne dispose pas d'une étude aussi fine qu'Africapolis pour l'Afrique centrale, mais les indicateurs fournis par UN-Habitat vont dans le même sens. Les indices de primatie ayant augmenté depuis les indépendances, s'il n'y a pas d'antagonisme entre métropolisation démographique et baisse du poids relatif des plus grandes villes, il faut souligner que 56% des citoyens résident aujourd'hui dans les villes petites et moyennes, où ils devraient être encore plus nombreux en termes absolu et relatif en 2020.

Les petites villes sont certes l'une des bases de repli des émigrants quittant les grandes cités, certaines d'entre-elles accueillent des réfugiés lors des guerres civiles ou des conflits internationaux et servent de point d'appui aux organisations humanitaires, mais leur vitalité ne peut être réduite à ces fonctions. Alors que les liens de tous types entre villes et campagnes n'ont jamais été rompus, elles articulent depuis longtemps rural et urbain [Bertrand & Dubresson, 1997; Pélissier, 2004] et tirent souvent profit d'activités marchandes jouant sur toutes les discontinuités géographiques [Igué 1989 ; Bennafla, 2002 ; Grégoire, 2002]. Du local au global, ces outils d'échanges multiscalaires sont efficaces dans une Afrique où la circulation est source de profit et où l'accumulation marchande repose sur des intermédiaires, maîtres des interfaces. Les résultantes spatiales sont parfois singulières, depuis les systèmes urbains transnationaux chevauchant le territoire nigérian ou les frontières de la RDC jusqu'au corridor ruralo-urbain étiré sur 1 000 km d'Accra à Ibadan, maillé de bourgs et de villes côtoyant de fortes densités rurales et où est façonnée une mosaïque régionale spécifique [Dorier-Apprill & Domingo, 2004].

2. Modèle exogène et réappropriations africaines : l'informalisation et ses limites

2.1. De l'urbanisme de statut à la coproduction africaine de la ville

La ville fut un outil essentiel de la domination coloniale et l'ordre fondé sur un urbanisme de statut a été partout imposé. En dépit de transgressions locales du modèle, tout opposait les espaces affectés aux Européens et ceux réservés aux Africains, parfois considérés comme de simples passagers temporaires : à Léopoldville (Kinshasa), une distinction était faite entre la 'Ville' des Blancs et les 'cités' africaines, qualifiées de 'centres extra coutumiers'. Les gouvernants africains ont peu ou prou adopté le modèle planifié hérité. Son application, très

inégale selon les États et les villes, a réussi à maintenir, voire à développer, des fragments de modernité dans les grandes villes. Les zones industrielles ont été multipliées, des centres-villes ont été verticalisés, des quartiers cossus de villas-jardins, des cités de fonctionnaires, des logements collectifs en bandes horizontales ou en blocs verticaux, publics ou privés, ont été érigés dans les aires péricentrales et sur les fronts d'urbanisation. La macro structure urbaine a été modifiée et la division sociale de l'espace légalement urbanisé est devenue plus complexe, du moins dans certaines grandes villes où les échelles de ségrégation ont été remodelées [Antoine *et al.* 1987 ; Bopda, 2003 ; Gervais-Lambony et Nyassogbo, 2007].

Cependant, la création de lotissements a toujours été insuffisante, les logements sociaux ont été détournés au profit des couches moyennes et les normes officielles de modernité ont concouru à l'exclusion de nombreux néo-citadins. Aux exclusions de fait ou de droit est organiquement liée l'extension des espaces illégaux, une modernité parallèle chevillée à la citoyenneté [Gervais-Lambony, 2003]. Pour les exclus des filières formelles, l'accès au sol a été assuré par des possesseurs coutumiers, des intermédiaires lotisseurs, des acteurs et non des moindres, chefs d'État, ministres, hauts fonctionnaires et leurs épouses, jouant sur plusieurs registres en jonglant avec le droit écrit et la 'coutume' [Piermay, 1993 ; Bertrand, 1994 ; Durand-Lasserve, 2004]. Des artisans-maçons, tâcherons travaillant à façon pour les acquéreurs de parcelles et mobilisant de nombreux corps de métiers du bâtiment, ont été les maîtres d'œuvre d'une auto-production de logements le plus souvent construits en 'dur' (parpaings de ciment et toit de tôle) jusqu'aux années 1980 [Canel *et al.*, 1990]. En créant un parc fréquemment loué, les bâtisseurs illégaux ont non seulement répondu à une demande croissante mais ils ont aussi défié les pouvoirs publics en engageant des paris de légalisation.

Les marchés illégaux résolvant en partie la question du logement par la mobilisation d'une épargne privée qui échappait aux systèmes bancaires tout en favorisant la formation d'une couche de petits propriétaires et d'une rente locative, puissants outils de régulation sociale, les pouvoirs publics ont d'abord louvoyé entre destruction ('déguerpissement') et tolérance. A partir des années 1970, les actions répressives ont ralenti au profit d'une restructuration des quartiers irréguliers et d'une ouverture de l'offre (parcelles assainies) qui ont accentué la boulimie d'espace et la diversité morphologique. Nombre de périphéries spatiales des grandes villes, où résident des couches moyennes, ne sont pas des périphéries sociales et le modèle centre-périphérie est retravaillé par les systèmes résidentiels familiaux polycentrés [Le Bris *et al.*, 1987]. Des dominantes sociales apparaissent bien à l'échelle des agglomérations, mais à celles des quartiers et du voisinage, c'est la juxtaposition d'îlots socialement différents qui l'emporte le plus souvent, brouillant les schémas simplistes. L'habitat n'est toutefois pas réductible au sol et au logement et les petits investisseurs privés ne peuvent financer et construire les nécessaires réseaux de desserte (eau potable, assainissement, électricité), ou assurer la collecte et le traitement des déchets. Le sous-équipement généralisé ne date pas du désengagement de l'État, les services publics ont souvent été déficients et la 'coproduction' de la ville a ses limites, aujourd'hui accentuées par l'accroissement de la pauvreté.

2.2. L'urbanisation de la pauvreté : (sur)vivre en ville aujourd'hui

Rarement liée au fait industriel [sur la Côte d'Ivoire : Dubresson, 1989 ; sur le Katanga : Bruneau, 1990], l'urbanisation a plutôt favorisé jusqu'à la fin des années 1970 une inégale mais réelle amélioration des conditions d'existence et la mobilité sociale ascendante. Depuis, la fermeture du marché du travail salarié a exacerbé la compétition autour des emplois préservés, paupérisé les couches moyennes et aggravé la condition des plus démunis. Notion multidimensionnelle, difficile à définir et plus encore à mesurer, la pauvreté a atteint de hauts niveaux au début des années 2000. Dans 7 capitales de l'UEMOA, 37 à 41% des citoyens se considèrent aujourd'hui comme pauvres, avec de très forts écarts entre la pauvreté ressentie à Lomé (56-57%) et dans les autres capitales (25 à 45%). Les mesures de pauvreté monétaire confirment ce vécu : à Dakar, Bamako et Abidjan, 32% des citoyens en moyenne vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté (- de 1\$ US par jour) et 25% à 60% selon les villes vivaient sous le seuil de pauvreté (- de 2\$ US par jour) [Brilleau *et al.*, 2005]. Toutes cités incluses, le taux de pauvreté varierait de 22% au Cameroun à 59% au Sénégal [Kessides, 2006] et des 'émeutes de la faim' ont éclaté dans plusieurs villes depuis 2005 [Janin, 2009].

Pour résister à la spirale régressive, des ajustements alimentaires et démographiques sont partout pratiqués. De Bouaké [Briand, 2008] à Lubumbashi [Nkuku Khonde & Rémon, 2006], le nombre de repas quotidiens diminue, les rations sont réduites, la consommation de viande et de poisson par tête baisse et certains citoyens se tournent vers l'agriculture intra-urbaine, accroissant la pression foncière [Diop Gueye *et al.*, 2009]. Les mobilités se multiplient. Dans certains ménages, des délestages sont opérés : des filles déscolarisées et des enfants confiés retournent dans les villages d'origine du segment lignager ; dans d'autres au contraire, les accueils sont accrus et les tailles augmentent. Les mobilités intra-urbaines vers des logements locatifs peu coûteux ont été intensifiées, provoquant la croissance rapide des bâtis précaires. La quête de revenus dans les activités informelles, voire le repli total sur ces dernières, est une autre tactique de survie. L'emploi informel est ainsi devenu majoritaire dans toutes les villes, y compris les plus grandes : dans 7 capitales de l'UEMOA, 76% des emplois sont désormais fournis par des entreprises informelles [Brilleau *et al.*, 2005]. La petite production marchande, très hétérogène, fournit cependant des emplois précaires, souvent mal rémunérés. Certes, un haut de gamme artisanal émerge et les NTIC ont ouvert de nouvelles opportunités, mais la plupart des ateliers et boutiques fonctionnent en reproduction simple, sans dégager de surplus et sans accumulation du capital.

La concurrence accrue pour l'accès aux ressources urbaines avive par ailleurs les tensions entre 'autochtones', qui (re)construisent la légitimité de leurs droits et durcissent les revendications identitaires, et 'allochtones' dans un contexte d'ethnisation des conflits, qui nourrit de violents affrontements tournant parfois à la guerre civile entre nationaux [sur Brazzaville : Dorier-Apprill et Kouvouama, 1998 ; Ziaoula, 2006 ; sur Abidjan : Vidal et Le Pape, 2002 ; sur Lomé : Gervais-Lambony et Nysassogbo, 2007] et ont conduit à des expulsions massives d'«étrangers» (Abidjan, Dakar et Libreville). Quand toutes les solutions ont été épuisées, les adultes quittent la ville

ou s'engagent dans le trafic de contrebande, voire rejoignent des gangs recrutant déjà des adolescents en quête de place dans la société. Or, les moins de 20 ans constituent la majorité des citadins, leur insertion sociale est difficile [Antoine *et al.*, 1998], les enfants des rues sont nombreux [Morelle, 2007] et la criminalisation économique leur offre des opportunités de revenus et de statut social sans équivalents. La mise en gouvernance peut-elle enrayer l'accroissement de la pauvreté, laquelle n'a pas reculé malgré le retour de la croissance économique depuis 2002, et promouvoir le droit à la ville pour tous ?

3. Décentraliser, privatiser, participer : les fétichismes du « local »

3.1. De la gestion urbaine à la mise en gouvernance: des complexes réformateurs métissés

Au début des années 1980, décentralisation et gestion urbaine constituaient les fondements d'une nouvelle ingénierie politico-institutionnelle, puis, la notion de gouvernance urbaine, entendue comme l'ensemble des processus de coordination d'acteurs, groupes sociaux et institutions visant la réalisation de projets collectivement négociés, s'est imposée [Dubresson & Jaglin, 2002]. Le recours opérationnel à la gouvernance est une reconnaissance de systèmes d'acteurs qui, hors de la sphère publique, contribuent *de facto* et depuis longtemps, à la régulation des mécanismes d'urbanisation. Laissant la sélection des nouveaux intervenants aux mécanismes du marché, la Banque mondiale a concentré son action sur l'assainissement des États. Sous couvert de mesures 'techniques', macro-politique et macro-économique, des choix de société ont ainsi été masqués mais le débat sur la gouvernance urbaine est loin d'être clos. Pour certains, le contrôle de ce mécano complexe doit demeurer du ressort de la sphère publique ; pour d'autres, la gouvernance doit être plus 'civile' et rompre avec l'hégémonie des appareils publics en les obligeant à partager le pouvoir de décision. Les États et les pouvoirs publics locaux urbains ont navigué entre ces deux approches, de sorte que le triptyque décentralisation-privatisation-participation et les principes de la gouvernance ont été localement réappropriés et combinés selon des formules diverses aboutissant à une variété de complexes réformateurs. Des simples appendices locaux du pouvoir central au Togo aux communes sénégalaises, une large gamme d'hybridations institutionnelles existent en fonction du degré et de la réalité des transferts de compétences [Totte *et al.*, 2003]. Quant à l'ouverture de nouveaux espaces locaux du politique, elle demeure très inégale et discutée [Le Bris, 2005].

Il reste qu'au-delà de cette diversité, les choix de gouvernance ont de multiples conséquences communes. Ils réduisent le rôle des pouvoirs publics et du gouvernement urbain *stricto sensu*, plaçant souvent les régulations effectuées hors du contrôle électoral des citoyens dont le vote sanctionne un acteur qui n'est plus toujours dominant, cantonnent la participation directe à l'usage exclusif des pauvres et contribuent à l'émergence ou à l'accentuation de démarquages intra-urbains.

3.2. Nouveaux arrangements, territorialisations des espaces urbanisés et isolements

Face à la diversité des objectifs et à la différenciation des clientèles, les autorités locales urbaines spécialisent et spatialisent leurs interventions, ce qui facilite la recherche de coopérations *ad hoc* adaptées à des populations spécifiques. La tendance est à une externalisation croissante des fonctions, notamment dans les services urbains privatisés sous forme de délégation. Dans les quartiers pauvres et dans les villes où les pouvoirs publics ont, *de jure* ou *de facto*, des compétences restreintes, c'est la communautarisation qui domine, une prise en charge de compétences par des associations de base, des ONG ou encore des missions religieuses agissant parfois pour le compte de projets associant des villes étrangères ou des coopérations bilatérales.

Si la privatisation vise à rationaliser la gestion des services, la question est rarement posée en termes spatiaux. Pourtant, c'est sur la généralisation à l'ensemble des espaces urbanisés qu'achoppent surtout les expériences. En témoignent les contrats de gérance signés pour collecter les déchets : leur gestion se révèle malaisée pour les collectivités locales, mais la plus grande insatisfaction procède du fractionnement selon la localisation des clientèles. La privatisation concerne surtout les quartiers de moyens et hauts revenus, tandis que ceux des pauvres et des couches moyennes modestes trouvent rarement preneur lors des appels d'offres. La question de la desserte des quartiers pauvres demeure donc posée et, partant, celles de l'intégration et de l'équité sociale. La privatisation est aussi utilisée comme un outil de retranchement par les citoyens nantis : l'appropriation privée de voies et d'espaces publics ainsi que le recours à des services propres de sécurité aboutissent à la création de lotissements emmurés, ghettos dorés isolés dans leur environnement. Dans les aires urbaines de pauvreté, les interventions reposent en partie sur des logiques de projet valorisant l'échelle du quartier pour ses vertus pré-supposées d'homogénéité sociale, d'ancrage de la citoyenneté et de la démocratie locale. Les opérateurs de service cherchent ainsi à mettre en place des dispositifs qui encapsulent la desserte des pauvres et tendent à l'autonomiser par une externalisation de segments de services, la délégation formelle ou informelle isolant des clientèles et des types de desserte de médiocre rentabilité [Jaglin, 2005].

A l'échelle de la ville, l'association entre un service intégré, réticulaire et moderne, et un éventail de micro-services destinés aux populations défavorisées est ainsi de plus en plus fréquente. Or, cette atomisation technico-gestionnaire tend à disqualifier les mécanismes de transfert et, surtout, à cloisonner les dispositifs de régulation abandonnés à des pouvoirs intra-locaux de faible envergure. L'habileté de leurs leaders suffit rarement à établir un système fiable et stable de garantie et de recours, même à l'échelon du voisinage et, faute d'arbitrages à une échelle satisfaisante, la compétition entre citoyens pour l'accès à de modestes ressources est accélérée. En termes de cohésion sociale, la multiplication de territoires de gestion enferme les logiques économiques, notamment celle du recouvrement des coûts, dans des enclos étriés, précipitant les quartiers pauvres illégaux dans

l'endogestion et l'isolement physique, les plus démunis comptant surtout sur leurs pieds pour se déplacer [Godard, 2002].

Conclusion

Pour comprendre les évolutions en cours, nombre d'auteurs recourent à la notion polysémique de fragmentation, qui réduirait la gouvernabilité des villes. Le pluralisme gestionnaire repose en effet sur une flexibilité croissante des territoires de compétence et sur des assemblages d'acteurs et de ressources composites. Certains systèmes d'acteurs relativement fermés et sélectifs associent des représentants de l'État, des entreprises privées nationales et étrangères, des bailleurs internationaux, parfois les planificateurs locaux. Leurs projets privilégient d'une part la modernisation des centres-villes (amélioration des infrastructures, construction d'immeubles de bureaux, de grand marchés : Bertonecello *et al.*, 2008), de centres commerciaux, de complexes hôteliers...), d'autre part des aires périphériques où surgissent de nouveaux pôles de centralité. Des systèmes d'acteurs plus ouverts, associant des services municipaux, des représentants du secteur privé local et national et des acteurs extérieurs, notamment les collectivités locales du Nord, et des ONG, opèrent dans les quartiers résidentiels légaux. Ces partenariats sont actifs, hors logement, dans la construction d'équipements de fonction locale (marchés de quartier, écoles, centres de soin, réseaux de bornes-fontaines), parfois dans l'organisation de segments de services municipaux. Dans les quartiers pauvres, les systèmes d'acteurs sont très ouverts, additionnant des initiatives privées locales parfois pilotées par un intervenant extérieur ; la dispersion décisionnelle est très grande, le filtrage des participations beaucoup moins sélectif et les ressources disponibles aléatoires. Les formes dominantes de gouvernance livrent ainsi les villes à un jeu d'enchères, accroissent les discontinuités à toutes les échelles et, faute de dispositifs corrigeant les inégalités intra-urbaines, ségrégation et fragmentation se nourrissent l'une l'autre.

Cependant, des processus inverses travaillent les espaces urbains. Certains résultent de la relégitimation des pouvoirs publics, désormais encouragée par la Banque mondiale. L'affirmation de fonctions régulatrices est illustrée par les projets de villes que soutient le Partenariat pour le développement municipal (PDM), par l'uniformisation de la gestion d'équipements auparavant abandonnés à des dispositifs informels (bornes-fontaines). D'autres naissent de marges d'initiatives produisant des articulations, comme à Ouagadougou lorsque la gestion partagée permet d'assurer un rattrapage des périphéries. Des effets de liaison sont portés par de nouveaux acteurs de la médiation public/privé, qui mettent l'accent sur la cohésion sociale et sur lesquels misent des actions internationales pour ancrer les décentralisations dans une culture institutionnelle fondée sur la coordination entre échelons d'organisation sociale et politique. D'autres processus relèvent de la sociabilité et de ses réseaux, de réinvestissements issus de migrations internationales, de mobilités résidentielles intra-urbaines. La question n'en demeure pas moins de savoir si ces liens sont précurseurs d'innovations durables marquant une 'invention' de la ville [Piermay & Sarr, 2007] et, surtout, s'ils seront relayés par

des politiques publiques cherchant à combiner développement économique local, justice sociale et équité spatiale. Dans la compétition néo-libérale qui exacerbe les concurrences entre les villes et en leur sein, on peut en douter, sauf si des actes collectifs d'imagination politique parviennent à ouvrir de nouveaux chemins.

Références bibliographiques

- AFD, SEDET, 2008 – *Africapolis. Dynamiques de l'urbanisation, 1950-2010. Approche géostatistique. Afrique de l'ouest*, Paris, AFD, SEDET, 124 p.
- ANTOINE, P., DUBRESSON, A. & MANOU-SAVINA, A., 1987 – *Abidjan « côté cours »*. Pour comprendre la question de l'habitat, Paris, Karthala, 276 p.
- ANTOINE, P., OUEDRAOGO, D. & PICHE, V., 1998 – *Trois générations de citoyens au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*, Paris, L'Harmattan, 282 p.
- BAKER, J., (dir.), 1997 – *Rural-Urban dynamics in Francophone Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 194 p.
- BEAUCHEMIN, C., 2004 – « Pour une relecture des tendances migratoires internes entre villes et campagnes : une étude comparée Burkina Faso-Côte d'Ivoire », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 33, n° 2, pp. 67-199
- BENNAFLA, K., 2002 – *Le commerce transfrontalier en Afrique centrale*, Paris, Karthala, 368 p.
- BERTONCELLO, B., BREDELOUP, S. & LOMBARD, J., 2008 – *Abidjan, Dakar : des villes à vendre ? La privatisation made in Africa des services urbains*, Paris, L'Harmattan, 353 p.
- BERTRAND, M. 1994 – *La question foncière dans les villes du Mali. Marchés et patrimoines*, Paris, Karthala, 326 p.
- BERTRAND, M., DUBRESSON, A., (dir.), 1997 – *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 326 p.
- BOCQUIER, P. & TRAORE, S., 2000 – *Urbanisation et dynamique migratoire en Afrique de l'ouest. La croissance urbaine en panne*, Paris, L'Harmattan, 148 p.
- BOPDA, A., 2003 – *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration*, Paris, CNRS éditions, 440 p.
- BRIAND, V., 2008 – *Manger au quotidien. La vulnérabilité des familles urbaines en Afrique*, Paris, IRD-Karthala, 259 p.
- BRILLEAU, A., OUEDRAOGO, E. & ROUBAUD F., (coord.), 2005 – « Dossier central 1-2-3 UEMOA », *Statéco*, n° 99.
- BRUNEAU, J.-C., 1990 – *D'ici et d'ailleurs...Citadins et paysans du Haut Katanga*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 449 p.
- BRUNEAU, J.-C., 2002 – « Vivre la ville à la campagne ; crise des sociétés et exurbanisation en Afrique tropicale », *Regards sur l'Afrique, n° spécial Historiens et Géographes*, pp. 91-102.
- CANEL, P., DELIS, P. & GIRARD, R., 1990 – *Construire la ville africaine. Chroniques du citoyen promoteur*, Paris, Karthala, 200 p.
- CHALEARD, J.-L. & DUBRESSON, A., 1989 – « Un pied dedans, un pied dehors. A propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », in *Tropiques, lieux et liens*, Paris, ORSTOM, pp. 277-290.
- COURADE, G., (dir), 1994 – *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 392 p.
- DIOP GUEYE, N., SECK WONE, S. & SY, M., 2009 – *Agriculteurs dans les villes ouest-africaines*, Paris, IAGU-Karthala-CREPOS, 192 p.
- DORIER-APPRILL, E. & KOUVOUAMA, A., 1998 – *Vivre à Brazzaville : modernité et crise au quotidien*, Paris, Karthala, 383 p.
- DORIER-APPRILL, E. & DOMINGO, E., 2004 – « Les nouvelles échelles de l'urbain en Afrique. Métropolisation et nouvelles dynamiques territoriales sur le littoral béninois », *Vingtième siècle*, n° 81, pp. 41-54.
- DUBRESSON, A., 1989 – *Villes et industries en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 845 p.
- DUBRESSON, A. & JAGLIN, S., 2002 – « La gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne. Pour une géographie de la régulation », *Regards sur l'Afrique, n° spécial Historiens et Géographes*, pp. 67-75.
- DURAND-LASSERVE, A., 2004 – « La gestion foncière néo-coutumière dans les pays d'Afrique sub-saharienne », in *Gouverner les villes du Sud*, Paris, MAE-GEMDEV-ISTED, pp. 208-212.

- GERVAIS-LAMBONY, P., 2003 – *Territoires citadins. 4 villes africaines*, Paris, Belin, 272 p.
- GERVAIS-LAMBONY, P. & NYASSOGBO, G., (éds), 2007 – *Lomé. Dynamiques d'une ville africaine*, Paris, Karthala, 326 p.
- GODARD, X., 2002 – *Les transports et la ville au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 408 p.
- GRÉGOIRE, E., 2002 – « Territoires marchands en Afrique subsaharienne », *Regards sur l'Afrique*, n° spécial *Historiens et Géographes*, pp. 133-140.
- GUBRY, P., 1996 – *Le retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun ?*, Paris, L'Harmattan, 206 p.
- IGUE J., 1989 – « Le développement des périphéries nationales en Afrique », in *Tropiques, lieux et liens*, Paris, ORSTOM, pp. 594-605.
- JAGLIN, S., 1995 – *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris, Karthala-ORSTOM, 659 p.
- JAGLIN, S., 2005 – *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS éditions, 244 p.
- JANIN, P., 2009 – « Les 'émeutes de la faim : une lecture (géo)politique du changement (social) », *Politique étrangère*, n° 2009-2, pp. 251-263.
- KESSIDES, C., 2006 – *La transition urbaine en Afrique subsaharienne*, Washington DC, Banque Mondiale, Cities Alliance, 121 p.
- LE BRIS, E., 2005 – « La décentralisation : émergence d'un nouvel espace de politique au niveau local ou fragmentation du politique ? », in Coll, J-L. & Guibbert, J-J., *L'aménagement au défi de la décentralisation*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp. 61-76.
- LE BRIS, E., OSMONT, A., MARIE, A., SINOUE, A., 1987 – *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, 268 p.
- LE PAPE, M. & VIDAL, C., 2002 – *Côte d'Ivoire, l'année terrible (1999-2000)*, Paris, Karthala, 350 p.
- LOCOH, T. & MOUVAGHA, M., 2005 – « Vers de nouveaux modèles familiaux en Afrique de l'ouest ? », *communication au XXV^e congrès international de population*, Tours, 28 p.
- MONTGOMERY, M., STREN, R. & COHEN, B., (eds), 2004 – *Cities transformed. Demographic change and its implication in the developing world*, Washington DC, National Academic Press, 552 p.
- MORELLE, M., 2007 – *La rue des enfants, les enfants des rues : Yaoundé et Antananarivo*, Paris, CNRS éditions, 282 p.
- OCDE, BAD, CILSS, 1994 – *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest. Une vision à l'horizon 2020*, Paris, OCDE, 160 p.
- PÉLISSIER, P., 2004 – « Ruraux et citadins en Afrique noire : une géographie métisse », *L'Information Géographique*, vol. 68, n° 4, pp. 293-307.
- PIERMAY, J.-L., 1993 – *Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 579 p.
- PIERMAY, J.-L. & SARR, C., (éds), 2007 – *La ville sénégalaise. Une invention aux frontières du monde*, Paris, Karthala, 248 p.
- POTTS, D., 2008 – *Recent trends in rural urban and urban rural migrations in sub-saharan Africa*, working paper 6, London, King's College, Department of Geography
- POURTIER, R., 1999 – *Villes africaines*, Paris, La Documentation Française, Documentation photographique n° 8009, 64 p.
- SALEM, G., 1998 – *La santé dans la ville. Géographie d'un petit espace dense, Pikine (Sénégal)*, Paris, Karthala, 360 p.
- STREN, R. & WHITE, R., 1993 – *Villes africaines en crise. Gérer la croissance urbaine au sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 288 p.
- TOTTE, M., DAHOU, T. & BILLAZ, R., (éds.), 2003 – *La décentralisation en Afrique de l'ouest : entre politique et développement*, Paris, Karthala, ENDA-GRAF, 403 p.
- UN-Habitat, 2008 – *The State of African Cities. A framework for addressing urban challenges in Africa*, Nairobi, ECA-CEA, United Nations Human Settlements Programme, 206 p.
- ZIAVOULA, R., 2006 – *Brazzaville, une ville à reconstruire*, Paris, Karthala, 351 p.